

ELECTIONS LEGISLATIVES

18 novembre 1962

CIRCONSCRIPTION VIERZON-SANCERRE

Maurice CARON

ANCIEN COMBATTANT 14-18 ET 39-45

COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR

ANCIEN MAIRE DE VIERZON

**CANDIDAT D'UNION RÉPUBLICAINE
DÉMOCRATIQUE ET SOCIALE**

ELECTRICES, ELECTEURS,

Vous allez, le 18 novembre, voter pour élire votre député à l'Assemblée Nationale. En un moment où les principes démocratiques les plus évidents sont remis en cause, où la situation internationale demeure incertaine, votre choix aura une portée considérable. Réfléchissez !

◆ Le Gouvernement a délibérément sacrifié agriculteurs, salariés et économiquement faibles. A cet égard, des gestes aussi scandaleux que la suppression de la retraite des Anciens Combattants et l'abandon de l'indexation des prix agricoles sont des signes évidents de sa volonté.

◆ L'initiative du Président de la République, imposant au pays le référendum du 28 octobre — alors que de plus urgents problèmes sollicitaient l'attention de la communauté nationale — a abouti à la division des Français : ceux qui ont voté **OUI** ont voulu exprimer leur souci de stabilité ; ceux qui ont voté **NON** ont voulu manifester leur crainte du pouvoir personnel. Il faut opposer l'union à la division.

◆ Il dépend de vous que la prochaine Assemblée Nationale ne ressemble ni à celle qui vient d'être dissoute, ni à celle qui l'a précédée ; il dépend de vous aussi que le Pays ne retombe pas dans l'instabilité gouvernementale et ne soit pas soumis au pouvoir d'un seul homme sans contrôle ni responsabilité.

••

Comment assurer la rénovation de la démocratie, le progrès économique, la justice sociale, la construction européenne, la solidarité internationale

au service de la paix ? Face aux hommes du Pouvoir et de l'U.N.R., qui les accusent d'avoir une attitude négative, les grands Partis démocratiques — le Centre National des Indépendants-Paysans, le Parti Socialiste S.F.I.O., le Parti Républicain Radical et Radical Socialiste, le Mouvement Républicain Populaire — ont répondu par la réalisation d'un **Programme commun d'action**. Ensemble, ils proposent ce programme au peuple souverain.

DANS LE DOMAINE DES INSTITUTIONS ET DES LIBERTES :

— application de la Constitution dans l'équilibre des pouvoirs et instauration du gouvernement de législature. Le Gouvernement gouverne. Le Parlement contrôle et fait la loi que le gouvernement applique. Un contrat est établi entre la majorité parlementaire et le Gouvernement. En cas de crise, la dissolution de l'Assemblée est automatique.

— respect de la légalité républicaine et de l'indépendance de la justice.

— établissement d'un régime d'information objective par des garanties à la presse et par un statut démocratique de la Radiodiffusion et de la Télévision françaises, assurant notamment des possibilités d'expression équitables aux divers courants de l'opinion.

DANS LE DOMAINE ECONOMIQUE ET SOCIAL :

— expansion dans la stabilité grâce à un plan économique et social, démocratiquement établi, assurant un rapport constant entre l'expansion économique et la croissance du niveau de vie, et orienté essentiellement vers le logement, les constructions scolaires, l'équipement, social, le maintien du plein emploi, l'intégration des Français d'Algérie et l'amélio-

ration du sort des vieux. Doivent notamment être obtenues : la quatrième semaine de congés payés, et la garantie aux retraités de conditions de vie décente par l'attribution de pensions convenables.

— modernisation de l'agriculture et parité sociale du monde rural. Le cumul abusif des exploitations doit être condamné. L'exercice du droit de préemption aux SAFER doit être assuré. Le paysan doit conserver et améliorer ses moyens de production et recueillir les fruits de son travail, de façon à ce qu'il ait la possibilité d'une réelle promotion.

— expansion économique régionale et création d'activités industrielles décentralisées.

— réforme fondamentale de l'enseignement assurant à la jeunesse l'égal accès aux études — notamment techniques et supérieures — et comportant une large augmentation des crédits pour l'éducation physique, les sports et les loisirs populaires.

DANS LE DOMAINE DIPLOMATIQUE ET MILITAIRE :

— présence active de la France dans les organisations internationales en vue de maintenir la liberté dans le monde, et d'obtenir un désarmement général garantissant une paix durable.

— reprise des efforts — justifiés avec éclat par le succès du Marché Commun — pour construire l'Europe, pour parvenir à son unité politique dans le renforcement d'institutions communautaires, pour en faire le partenaire des Etats-Unis dans l'Alliance Atlantique ainsi consolidée.

— négociation en vue d'une défense intégrée et d'une force de frappe commune.

Enfin, les partis qui se sont mis d'accord sur ce programme commun d'action s'engagent solennelle-

ment à régler leurs éventuels désaccords en les soumettant à l'ensemble des citoyens qui trancheront par les moyens démocratiques prévus par la Constitution.

**

Dans notre région d'économie très diversifiée, le Vierzonnais que je suis, sait toute l'importance de la région de Sancerre et je m'engage, devenu parlementaire, à lui consacrer une part importante de mon temps. De la zone industrielle de Vierzon dont il faut étendre largement l'expansion (tâche à laquelle je m'étais consacré naguère à la Mairie de Vierzon et qui requiert encore de longs et patients efforts, ainsi que de multiples démarches pour assurer le plein emploi) au vignoble du Sancerrois auquel il faut fournir le rayonnement et les débouchés indispensables et hautement justifiés, en passant par une région agricole où l'avenir des petits exploitants doit être sauvegardé, le programme d'action que proposent les démocrates aura à coup sûr, de bénéfiques répercussions.

Car il tend à assurer plus de bien-être à chaque citoyenne, à chaque citoyen, en garantissant à tous, à la campagne et à la ville, le droit au travail, à la sécurité, à la protection de la santé, au logement, à l'instruction, à la culture. Il tend plus encore à donner toutes ses chances à une jeunesse nombreuse, et qui, déçue par le présent, inquiète pour l'avenir, exige de ses aînés des raisons d'espérer.

C'est à l'espoir, inséparable de la liberté, que vous apporterez l'appui des femmes et des hommes de bonne volonté, en faisant confiance à celui que le Centre départemental des Indépendants-Paysans, le Parti Socialiste, le Parti Radical et le M.R.P. ont d'un commun accord, choisi pour être, dans la Circonscription de Vierzon-Sancerre, le candidat de tous les Républicains.

REMPLAÇANT EVENTUEL :

Robert COCU
CANDIDAT D'UNION REPUBLICAINE
DEMOCRATIQUE ET SOCIALE

Maurice CARON

Ancien Combattant 14-18 et 39-45
Déporté de la Résistance — Chef du sous-réseau « Vengeance »
Commandeur de la Légion d'honneur
Ancien maire de Vierzon
Membre du Comité d'Organisation Economique du Cher

CANDIDAT D'UNION REPUBLICAINE
DEMOCRATIQUE ET SOCIALE